

ACAT-Suisse
Speichergasse 29
CH-3001 Berne
www.acat.ch
info@acat.ch
+41 (0)31 312 20 44

Co-signataires : voir page 3-4

Berne, 26 janvier 2021

... Sans perdre la face

La politique des autorités migratoires suisses à l'égard de l'Éthiopie et de l'Érythrée est un échec. Malgré les grandes promesses d'aide au retour réitérées par ex. dans le canton de Berne (février 2020), les Érythréen.ne.s débouté.e.s ne retournent pas dans leur pays, malgré qu'un tel retour soit qualifié de « possible, raisonnablement exigible et licite » par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et le Tribunal administratif fédéral (TAF). Et en dépit d'un accord de réadmission conclu par l'UE et la Suisse avec l'Éthiopie, seule une poignée de personnes ont été renvoyées de force vers ce pays depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Abiy en avril 2018.

La peur créée par le despotisme du dictateur Afewerki et son service militaire illimité, respectivement par le caractère imprévisible de la situation en Éthiopie, État multi-ethnique d'ores et déjà qualifié de future Yougoslavie par les analystes, semble plus forte que la crainte de devoir végéter pendant des années en Suisse avec l'aide d'urgence ou même d'attendre dans un pays voisin, dans des conditions inimaginables, un passage vers le Royaume-Uni.

Si l'accord de paix n'a en rien amélioré l'état lamentable des droits humains en Érythrée, la situation chez son grand voisin, l'Éthiopie, n'a pas apporté non plus les résultats espérés par le SEM et le TAF. Le nord du pays est désormais déchiré par une guerre que le Premier ministre Abiy affirme temporaire et ciblée, mais à laquelle se mêle le dictateur d'Asmara, qui lance depuis le nord de l'Érythrée des attaques contre les milices séparatistes du Tigré. Menées par qui ? De jeunes Érythréens, certains pas plus âgés que 14 ou 15 ans, entassés à la hâte dans des camions lors de razzias dans tout le pays et désormais poussés vers la frontière où ils seront utilisés comme de la chair à canon face aux troupes éthiopiennes.

Ce funeste pacte a ôté toute crédibilité aux belles paroles d'Abiy promettant une guerre propre et rapide. D'une part, il est très probable qu'après la prise de Mekele, capitale de la province, les miliciens tigréens se retireront dans les montagnes environnantes d'où ils livreront une guérilla susceptible de durer des mois, voire des années. D'autre part, quelque 100 000 réfugié.e.s érythréen.ne.s vivent au Tigré, où ils se retrouvent aujourd'hui coincé.e.s entre les deux fronts. Des premiers rapports font déjà état d'enlèvements commis par les milices érythréennes dans les camps de réfugiés de l'UNHCR.^{1, 2, 3, 4, 5} Du

¹ Martin Plaut, journaliste, spécialiste de la Corne et du sud de l'Afrique :

martinplaut.com/2020/11/28/situation-report-eeepa-horn-no-10-28-november/

² martinplaut.com/2020/11/29/situation-report-eeepa-horn-no-11-29-november/

³ martinplaut.com/2020/11/30/situation-report-eeepa-horn-no-12-30-november/

⁴ Voir *Europe External Programme with Africa*, www.eepa.be/?p=4352

⁵ *L'Érythrée expulse ses compatriotes des camps de réfugiés éthiopiens*, Organisation Suisse d'aide aux réfugiés, 11 décembre 2020 (www.osar.ch/publications/news-et-recits/lerythree-expulse-ses-compatriotes-des-camps-de-refugies-ethiopiens)

reste, cette institution n'a plus aucune nouvelle de ces réfugiés depuis le début de l'offensive éthiopienne et il n'a plus pu les ravitailler. Les Nations unies n'ont toujours pas accès au Tigré, malgré un accord conclu avec l'Éthiopie au début décembre.⁶

Que va faire le Premier ministre Abiy de ces exilés ? Après tout, il a déjà banni d'Éthiopie tous les groupes de l'opposition érythréenne, sur injonction du dictateur Isaias Afewerki. Va-t-il maintenant laisser ce dernier disposer librement des réfugiés érythréens, une sorte de remerciement pour sa coopération contre les troupes du Tigré ? Comment le prix Nobel de la paix imagine-t-il sortir de cette situation inextricable ? Et comment les autres groupes ethniques d'Éthiopie vont-ils se positionner ? Leurs revendications d'autonomie et d'autodétermination sont-elles vouées à s'éteindre, maintenant que leurs dirigeants – par « souci d'unité » – croupissent tous en prison ou sont placés en résidence surveillée ? Ou le Premier ministre Adiy dépendra-t-il encore une fois, dans un avenir pas si lointain, des troupes à moitié mortes de faim du dictateur d'Asmara, par exemple pour reprendre le contrôle des rebelles Oromos dans le sud du pays ?

Et quelle est la position de la Suisse dans cet opaque jeu de pouvoir et d'influence dans la Corne de l'Afrique ?

Ses autorités migratoires, Tribunal administratif fédéral compris, font comme s'il ne s'était rien passé. Des recours en matière d'asile formés par des Oromos continuent d'être rejetés au motif qu'ils sont voués à l'échec - même si des persécutions politiques sont alléguées de manière crédible ; des cas de rigueur pour des Érythréen.e.s sont classés de manière informelle sans autre justification en dépit de promesses d'embauche ; et hors de question d'assumer la moindre responsabilité à l'égard des nombreux.se.s requérant.e.s débouté.e.s qui vivent dans des forêts autour de Calais et Dunkerque, où les unités spéciales de la police française (CRS) les aspergent régulièrement de gaz lacrymogène.

Combien de temps encore la Suisse continuera-t-elle cette politique de l'autruche en mettant en péril l'avenir d'innombrables jeunes en bonne santé ? Ne serait-il pas plutôt le moment d'enfin régulariser le séjour de ces personnes venues d'Éthiopie et d'Erythrée en Suisse entre 2014 et 2016, et reconsidérer leur cas en constatant qu'un retour dans leur pays n'est pas raisonnablement exigible à l'heure actuelle ? Avant qu'elles ne se transforment pour de bon en de véritables épaves psychologiques et physiques ?

Il faudra encore beaucoup de temps pour stabiliser la « cocotte-minute » qu'est l'Éthiopie, avec ses dizaines d'ethnies tenues ensemble par la violence des empereurs et des régimes militaires – pour autant qu'une telle stabilisation puisse s'opérer. La situation en matière de droits humains et les catastrophiques conditions de vie en Érythrée ne s'amélioreront pas tant que le dictateur Afewerki sera au pouvoir. La Suisse peut maintenant choisir d'attendre comme simple témoin, pendant que les personnes concernées restent prisonnières du système d'aide d'urgence dans des conditions indignes. Ou bien elle peut sortir de sa léthargie et enfin agir de manière proactive et responsable, et admettre que la démocratisation prend du temps, un temps qui, dans la situation actuelle, file irréversiblement entre les doigts des personnes déboutées. Le moment est venu d'enfin régulariser leur séjour, sans que ni le SEM, ni le TAF ne doivent y perdre la face. Il suffira à leurs responsables d'expliquer que l'escalade de la violence dans le nord de l'Éthiopie est devenue totalement imprévisible. Quasi personne ne le contestera.

Non, personne ne perdrait la face si, dans un geste d'humanité, d'innombrables jeunes gens se voyaient enfin offrir la chance d'achever leur formation professionnelle et bâtir leur futur en Suisse à la faveur d'une adaptation de la pratique à la réalité. Nous, Suisses et Suissesses, pourrions à nouveau être fiers de notre fameuse tradition humanitaire, bien mise à mal ces derniers temps.

⁶ *La revanche de l'Érythrée sur le Tigré*, Simon Petite, Le Temps, 10 décembre 2020, www.letemps.ch/monde/revanche-lerythree-tigre

Organisations et expert(e)s cosignataires

Aktionsgruppe Nothilfe

Alternative Liste Zürich

Association «Alle Menschen / tous les êtres humains» Biel/Bienne

Association Be a Robin

Association Dachstock

Association Kontakt- und Beratungsstelle für Sans-Papiers Luzern

Association Miteinander Valzeina

Association Netzwerk Asyl Aargau

Association Suisse Erythréenne Pour l'Entraide (ASEPE)

Association voCHabular

Barbara Durrer, professeur, Berne

Barbara Feichtinger, théologienne, Saint-Gall

Bistro Interculturel Nidwalden

Comité de soutien aux Érythréen.ne.s

Conseil suisse pour la Paix, Zürich

CPRSI - Commission protestante romande Suisses-Immigrés

Denise Plattner, sympathisante et donatrice de diverses ONG

Derya Dursun, syndicaliste chez Unia Région Neuchâtel / Groupe d'intérêt Migrants

Deutsch zentral - des cours d'allemand gratuits pour les migrant.e.s

Dr. Chika Uzor, aumônier pour réfugiés et migrants, Saint-Gall

Dr. Nicole Hirt, politologue et expert de la Corne de l'Afrique

Droit de Rester Neuchâtel

Eritreischer Medienbund Schweiz

ExilAktion

Femmes pour la Paix Suisse

Give a Hand.ch

HelloWelcome, Luzern

Human Rights Concern-Eritrea (HRCE)

Ines Buhofer, théologienne, Lucerne

Jesuiten-Flüchtlingsdienst JRS-Schweiz (Service jésuite des réfugiés JRS-Suisse)

Jürg R. Schweri, soutien bénévole pour de nombreux/ses réfugié(e)s, Zollikofen

Juristes démocrates de Suisse (JDS)

L'AMAR

Luzerner Asylnetz

Maria Ocaña, collaboratrice d'une paroisse, Bellmund

MAXIM Theater

Netzwerk migrationscharta.ch

Raphael Strauss, spécialiste de l'assistance sociale en matière d'asile, Berne

Riggi-Asyl

Roman Rieger, théologien et directeur de l'aumônerie, Mörschwil

Samson Yemane, étudiant en sciences politiques, collaborateur de l'Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés, militant des droits de l'homme en Érythrée

Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich SPAZ

Service Migrations des Églises réformées Berne-Jura-Soleure

Solidaritätsnetz Ostschweiz

Solidarité Tattes, Genève

Solinetz Zürich

solinetze.ch